

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Afrique de l'Est

Une publication du SER de Nairobi  
Semaine du 12 février 2024

### Régional

#### Le Kenya se montre prudent quant à l'intégration de la Somalie à la Communauté d'Afrique de l'Est

La Somalie, qui a signé un traité d'adhésion à la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) le 15 décembre 2023, a 6 mois pour déposer les instruments de ratification au secrétaire général de la CAE. Son adhésion porterait le marché de la CAE à 301 millions de consommateurs et 312,9 Mds USD de PIB cumulé et renforcerait la connexion à la péninsule arabe grâce aux 3 000 km de côtes somaliennes. Le Kenya a salué les opportunités de hausse des échanges intrarégionaux et internationaux permises par l'adhésion de la Somalie, mais demeure soucieux de la stabilité géopolitique du pays, qui pourrait mettre à mal la libre circulation des biens et des personnes au sein de la CAE. Après une vague d'attaque de Al-Shabaab à la frontière entre le Kenya et la Somalie, les autorités kenyanes ont repoussé l'ouverture progressive des frontières prévue initialement en mai 2023.

### Burundi

#### Le FMI prévoit une hausse de la croissance économique du Burundi en 2024

Le FMI anticipe une croissance de 4,3 % de l'économie burundaise en 2024, soit une hausse de près de 2 points pourcentage par rapport à l'année 2023 (2,7 %) marquée par des pénuries de carburant. L'économie du pays commence à se remettre de la crise politique de 2015, qui avait entraîné une pénurie de devise après la suspension du soutien des bailleurs. En 2024, elle devrait être portée par une forte production agricole, notamment du thé et du café, ainsi que par une série d'investissements et de réformes monétaires. Selon le FMI, les réserves de change du Burundi étaient tombées à 0,8 mois d'importations fin 2023 (contre 2,2 mois en avril). Elles devraient bénéficier des transferts de fonds de la diaspora, des exportations d'or et des déboursements du FMI.

# Comores

## Le Conseil de l'Union européenne (UE) soutient l'adhésion prochaine de l'Union des Comores au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC)

Dans une décision rendue publique le 13 février, le Conseil de l'Union européenne (UE) annonce adhérer au consensus dégagé entre les pays membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) relatif à un soutien en faveur de l'adhésion de l'Union des Comores au sein de l'organisation. L'adoption de cette décision aura lieu lors de la 13<sup>ème</sup> Conférence ministérielle de l'OMC, qui se tiendra du 26 au 29 février 2024. L'adhésion à l'OMC devrait contribuer positivement et durablement au processus de réforme économique et de développement durable dans les Comores.

## Coup de grâce pour la compagnie aérienne des Comores, Int'AIR Îles privée d'avion

Le 10 février 2024, l'unique avion, dont disposait la compagnie comorienne Int'AIR Îles, a quitté le tarmac de Ndzuani à Anjouan pour rejoindre la République tchèque. En effet, l'aéronef était immobilisé sur le tarmac de l'aéroport de Wani à Anjouan suite à une bataille judiciaire opposant le propriétaire de l'avion et le loueur. Finalement, le tribunal de commerce de Moroni a tranché en faveur de la société tchèque *Van Air Europe*, propriétaire de l'appareil, qui l'a rapatrié, faute de paiement. Pour sa part, le directeur d'Int'AIR Îles, Seffoudine Inzoudine, indique ne pas comprendre comment la première décision qui était favorable à sa compagnie a pu être cassée par le tribunal de Moroni, deux heures après avoir été rendue, par le tribunal de Moroni.

# Djibouti

## Financement de l'AFD d'un montant de 11 MEUR pour le développement urbain des quartiers prioritaires du nord-ouest de Balbala

L'AFD a approuvé l'octroi d'une subvention de 11 MEUR pour la mise en œuvre de la dernière phase de son programme urbain pluriannuel (13 MEUR déjà accordés pour les deux premières phases) ciblant les quartiers de Layableh et Moustiquaire (commune de Balbala) afin d'améliorer les conditions de vie des populations et de désenclaver ces quartiers. Concrètement, cette troisième phase devrait permettre l'expansion des voies d'accès et de déplacement piétonnes ainsi que l'extension des réseaux d'eau potable et d'électricité. Historiquement située sur la rive est de l'oued Ambouli aux abords du Golfe d'Aden, la ville de Djibouti a connu durant les années 2000 un rééquilibrage vers l'ouest avec la croissance rapide de la commune de Balbala qui compte aujourd'hui plus de la moitié de la population de la capitale. La commune de Balbala concentre également la grande majorité des situations de pauvreté de la ville. A ce titre, elle constitue la cible privilégiée de l'action publique pour le développement urbain.

# Ethiopie

## L’Ethiopie ralentit la délivrance de nouveaux permis de minage de cryptomonnaies

Forte d’une électricité renouvelable, abondante et peu chère, l’Ethiopie se positionne comme une destination attractive pour le minage de cryptomonnaies (dont le *bitcoin*), qui requiert une consommation d’électricité importante. Vingt et une compagnies - 19 étrangères, majoritaires chinoises, et 2 éthiopiennes – ont d’ores et déjà obtenu des permis et signé un contrat d’achat d’électricité avec la compagnie publique de génération et des transmission EEP. Le coût proposé de l’électricité s’élève à 3,14 ct USD/kwh, un tarif plus élevé que pour les ménages éthiopiens, pour lequel les paiements seront réalisés en devises. La délivrance des permis de minage est coordonnée par l’Agence pour l’Information et la Sécurité (INSA), EEP, la Commission pour les investissements (EIC) et la Banque centrale éthiopienne (NBE). Les autorités éthiopiennes souhaitent toutefois ralentir la délivrance de nouvelles licences, pour évaluer les réalisations des entreprises déjà présentes, et favoriser l’émergence d’entreprises de minage domestiques. Si la capacité électrique actuelle de l’Ethiopie s’élève à 5 GW, les ambitions des autorités visent à la porter à 17 GW afin de faire du secteur de l’électricité un pourvoyeur de devises, par les exportations aux pays voisins ou le développement des cryptomonnaies.

## Des exportations en baisse et en deçà des objectifs fixés au premier semestre 2023/2024

Le ministère du Commerce et de l’Intégration régionale a indiqué que l’Ethiopie avait collecté plus de 1,5 Md USD grâce à ses exportations au S1 de l’année fiscale 2023/2024. Ce chiffre révèle une baisse de 12,5 % des revenus d’exportation par rapport au S1 FY2022/23, et est bien en deçà des objectifs fixés de 2,4 Mds USD. Les principaux postes d’exportation sont i) le café (571,5 MUSD); ii) les fleurs (225,7 MUSD); iii) les légumineuses (175,9 MUSD). Les graines oléagineuses et le khat ont également contribué à hauteur respectivement de 109,7 et 89,7 MUSD. La valeur des exportations éthiopiennes se réduit depuis 2022, en lien avec la baisse des cours internationaux du café et des pénuries de devise qui contraignent l’importation d’intrants ou de matières premières. Au cours du précédent exercice fiscal, l’Ethiopie avait enregistré des exportations à hauteur de 3,6 Mds USD (-12 % par rapport à FY2021/22).

# Kenya

## Ruto signe des accords financiers au Japon pour l’infrastructure et la sécurité

Des accords financiers de 350 Mds KES ont été signés lors de la visite du Président Ruto au Japon, afin de soutenir des programmes visant à redresser la situation économique du pays. Parmi les accords figurent un MoU dans les secteurs des TIC, de la santé, de la finance et de la sécurité, un MoU entre le Trésor national, *Nippon Export et Investment Insurance* pour renforcer la coopération dans le développement industriel et la croissance verte et le soutien du Japon à plusieurs projets, dont l’écosystème d’infrastructure Dongo Kundu, le pont *Mombasa Gateway*, le développement géothermique d’Olkaria, la modernisation du Bureau des Nations Unies à Nairobi, etc. Les deux dirigeants se sont mis d’accord sur des cadres de financements tels que des partenariats public-privé. Le Président Ruto a exhorté le Japon de soutenir les réformes du système financier international qui

garantiront aux pays en développement un financement juste et équitable et a appelé les investisseurs japonais à investir au Kenya dans la production, l'agriculture, la technologie et les énergies renouvelables, en faisant valoir que le "*Bottom-Up Economic Transformation Agenda*" ouvrait de nombreuses opportunités dans les chaînes de valeur de ces secteurs et que ces investissements ouvriraient non seulement l'accès au marché kenyan, mais aussi à la Communauté d'Afrique de l'Est et au marché africain grâce à l'accord de libre-échange continentale africain (AfCFTA).

## Le Kenya a réussi son retour sur les marchés financiers, avec l'émission d'une nouvelle euro-obligation souscrite 5 fois

Mardi 13 février, le Kenya a réussi une émission d'eurobonds de 1,5 Md USD à un taux de rendement à échéance moyen de 10,375 %, supérieure aux 1 Md USD attendus à un taux d'environ 11 %. La nouvelle obligation sera amortie en trois tranches égales en 2029, 2030 et 2031, soit une maturité moyenne pondérée de 6 ans, a indiqué le gouvernement kényan. Cette obligation servira à refinancer une partie de l'eurobond de 2 Mds USD arrivant à échéance en juin 2024. Si le prix de l'obligation est le plus élevé des taux d'émission des Etats africains en janvier 2024 (le Bénin a vendu un instrument à 14 ans à 8,375 %, tandis que la Côte d'Ivoire a levé des fonds à 8,5 %), le KES s'est immédiatement apprécié, témoignant d'un fort regain de confiance des investisseurs. Le 14 février, le KES a enregistré son niveau le plus élevé par rapport au USD depuis plus de trois mois pour atteindre 146,6 pour 1 USD (contre 162,3 le 22 janvier).

## Madagascar

### Le corridor des taux d'intérêt inchangé suite à la réunion du comité monétaire de la Banque centrale

Suite à la réunion du comité monétaire de la Banque centrale malgache (BFM) le 6 février 2024, cette dernière a décidé de maintenir son corridor des taux d'intérêt inchangé : le taux des facilités de dépôt est maintenu à 9 % et celui des facilités de prêt marginal à 11 %, tandis que le coefficient des réserves obligatoires demeure à 13 %. Cette décision a été prise dans un contexte de poursuite de la décélération de l'inflation, qui atteint 7,2 % en décembre 2023 (en glissement annuel) après un pic à 12,4 % en mars 2023. La BFM avait relevé ses taux des dépôts et des facilités de prêt marginal pour la 7<sup>ème</sup> fois successive jusqu'au mois d'août 2023, mais a depuis lors maintenu son corridor de taux d'intérêt inchangé.

### 685 MEUR de flux financiers illicites détectés par le SAMIFIN à Madagascar en 2023

Dans le cadre de la présentation de son rapport annuel, le 8 février, le Service malgache de renseignement financier (Samifin) a annoncé avoir détecté 3 340 Mds MGA (près de 685 MEUR) de flux financiers illicites à Madagascar en 2023, contre 2 390 Mds MGA (488 MEUR) en 2022, soit un résultat en forte hausse de 39,7 %. La fraude fiscale représente près de 1 190 Mds MGA (soit 35,6 %) et les remises libres 1 000 Mds MGA (soit 30 %) de ces flux illicites. En 2024, le Samifin s'engage à (i) progresser dans la conformité aux 40 recommandations du groupe d'action financière (GAFI), actuellement 23 sur 40 conformes, (ii) contribuer à la mise en place d'un registre central des bénéficiaires effectifs, et (iii) rejoindre le groupe Egmont (plateforme mondiale d'échange de renseignement financier) avec le soutien de l'île Maurice et de l'Angola.

# Maurice

## IDE en progression

Selon un rapport de *Maurice Strategie*, les entrées d'investissements directs étrangers (IDE) hors *Global Business* à Maurice ont été estimées à 13,5 Mds MUR au premier semestre 2023, contre 10,1 Mds MUR au premier semestre 2022, soit une augmentation de 33,9%. Quant aux secteurs favorisés par ces flux, il s'agit en premier lieu de l'immobiliers avec des investissements atteignant 8,7 Mds MUR, suivi par le secteur de l'hébergement et de la restauration, qui a attiré 1,6 Md MUR. En termes de provenance, les IDE à Maurice proviennent principalement de France, avec 2,8 Mds MUR, et d'Afrique du Sud, avec un montant de 1,5 Md MUR.

# Ouganda

## Le marché financier ougandais parmi les plus performants du continent selon Absa bank

La performance du marché financier ougandais s'est maintenue en 2023 à la première place régionale et à la quatrième en Afrique, selon la dernière enquête du « *Africa Financial Markets Index* » établi par Absa Bank, et ce malgré une légère diminution de la notation (62,8 contre 64,4 en 2022). Pour mémoire, l'indice mesure les performances des marchés financiers de 28 pays africains, à l'attention des décideurs politiques et des investisseurs du monde entier. Elles reposent sur des indicateurs d'accessibilité et d'ouverture de marché ainsi que de transparence. La légère détérioration observée en 2023 s'explique par un accès plus difficile aux devises étrangères, attribué à « la diminution des opérations de change interbancaires et à la réduction des réserves internationales (3,6 Mds USD en 2023 soit une baisse de 18 % par rapport à 2022) ». En revanche, l'Ouganda a progressé dans le domaine de l'environnement macroéconomique et de la transparence, en raison d'une légère diminution de la dette extérieure du pays, du maintien de notes relativement élevées en matière de transparence des politiques publiques à l'échelle du continent africain, et d'un taux d'inflation faible.

## Les volumes d'exportation de sucre de l'Ouganda ont chuté de manière significative en 2023

Les exportations de sucre de l'Ouganda ont été divisées par cinq entre 2022 et 2023, passant de 150 000 tonnes à 29 000 tonnes, selon les données du rapport douanier de la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED). D'après l'Association des fabricants de sucre ougandais (USMA), les faibles volumes d'exportation sont le résultat d'une offre limitée de cannes à sucre, entraînant une faible production. Alors que le Kenya était historiquement le principal marché d'exportation de l'Ouganda, le Soudan est désormais le 1<sup>er</sup> client (47 % du volume total d'exportations en 2023), malgré les problèmes de sécurité le long de ses routes. Un accord bilatéral avait été conclu entre le Kenya et l'Ouganda, en 2021, pour l'exportation de 90 000 tonnes de sucre par an, mais en raison de la faiblesse de la production, il n'a pu être respecté.

# Rwanda

## Les exportations de minerais du Rwanda atteignent le chiffre record d'1 Md USD en 2023

Les recettes d'exportation de minerais du Rwanda en 2023 ont augmenté pour atteindre plus de 1,1 Md USD soit 43 % de plus qu'en 2022. Le gouvernement rwandais se rapproche de son objectif de 1,5 Md USD de revenus d'exportations minières annuels en 2024. Le *Rwanda Mines, Petroleum and Gas Board* (RMB) a attribué la croissance des revenus d'exportation à l'augmentation de la valeur ajoutée de la production minière à la suite d'investissements accrus dans la mécanisation et les pratiques minières responsables. En décembre 2023, la CEO du RMB a évalué le potentiel économique des réserves minières du pays à 150 Mds USD.

## Seychelles

### Interception de 18 navires de pêche illégale, non déclarée et non réglementée (INN) dans la Zone économique exclusive seychelloise

Les Forces de défense des Seychelles (SDF) ont annoncé le 9 février 2024 avoir intercepté huit grands navires de pêche et dix petits navires de pêche étrangers engagés dans la pêche illégale, non déclarée et non réglementée (INN), principalement de concombres de mer. Un total de 172 membres d'équipage a été arrêtés. Sept des grands navires sont originaires de Madagascar (164 membres d'équipage à 90 % originaire du district d'Analalava, nord-ouest de la Grande Île), chacun accompagné d'un ou deux petits navires. Le dernier grand navire battait pavillon sri-lankais (huit membres d'équipage sri-lankais). Les embarcations étaient situées à près de 400 km au nord de Diégo-Suarez, dans la Zone économique exclusive (ZEE) des Seychelles. Cette opération a été effectuée dans le cadre d'une collaboration avec la garde côtière (Saya de Malha, 25 membres d'équipage), l'armée de l'air seychelloise et l'*Island Development Company* (IDC).

## Somalie

### Kenya Airways ajoute des vols de fret directs entre la Somalie et les Émirats arabes unis

*Kenya Airways* a ouvert une ligne de fret hebdomadaire entre Charjah, troisième ville la plus peuplée des Émirats arabes unis (EAU) et Mogadiscio. La compagnie aérienne s'est associée à *Global GSA Cargo LLC*, un partenaire logistique basé à Dubaï, pour répondre à une forte demande de fret aérien, en particulier pour les biens de consommation de haute technologie, les pièces automobiles, les cargaisons de projets ou encore les vêtements. Ce service devrait permettre de réduire les temps et les coûts de transit entre les EAU et certaines destinations africaines éloignées. *Kenya Airways* prévoit de passer cette ligne de fret à deux vols par semaine en avril et a déclaré reprendre les vols passagers directs entre Nairobi et Mogadiscio à partir du 15 février 2024.

## Soudan

### Une semaine de black-out total

Après presque 7 jours de coupure totale de communications depuis le 7 février dans la totalité du territoire soudanais, l'opérateur *SUDATEL* a pu rétablir le service dans certaines parties du pays. La cause de cette panne n'a pas été clairement identifiée. Toutefois, un responsable de la société *ZAIN*, plus grand opérateur au Soudan, a indiqué que le centre de données de la société, situé dans le sud de Khartoum dans une zone contrôlée par les RSF, avait été mis hors tension. Cette situation a mis en grande difficulté les habitants qui ne pouvaient plus utiliser leurs portefeuilles électroniques, devenus le principal mode de paiement dans un contexte de pénurie de liquidité. Plusieurs ONG disent avoir été obligées de réduire au minimum leurs

activités d'aide humanitaire en raison des difficultés de règlement de leurs fournisseurs et de suivi sécuritaire de leurs agents sur le terrain.

## Soudan du Sud

### La Banque mondiale s'engage à fournir un appui technique à la réforme du secteur financier

Lors d'une visite auprès de la Banque Centrale du Soudan du Sud (BOSS), le 5 février 2024, le directeur pays de la Banque mondiale au Soudan du Sud, Ousmane Dione, a confirmé la volonté de son institution d'approfondir sa coopération technique avec le pays. Il a rappelé la nécessité de réformer le secteur financier et de garantir le développement des compétences des professionnels de ce secteur. La Banque s'est engagée à fournir l'assistance technique nécessaire au soutien de l'inclusion financière et de la modernisation du système de paiement. Enfin, elle soutiendra le renforcement des capacités techniques de la *Financial Intelligence Unit* en matière de lutte contre la criminalité financière.

### La BAD promet d'accroître de 60 % son financement au Soudan du Sud

La Vice-Présidente de la Banque africaine de développement (BAD), Marie-Laure Akin-Olugbade, a conclu une visite de trois jours au Soudan du Sud. Elle s'est entretenue avec plusieurs hauts responsables dont le Vice-Président Riek Machar, le ministre des Finances et le gouverneur de la Banque centrale. Elle a salué les efforts du Soudan du Sud pour garantir la sécurité alimentaire à travers la mise en œuvre rapide du programme du Pacte alimentaire et agricole, à la suite du Sommet de Dakar 2 (janvier 2023). La Vice-Présidente a par ailleurs annoncé l'engagement de la BAD d'augmenter de 60 % ses financements destinés au Soudan du Sud en 2024, en réponse aux besoins humanitaires et de développement du pays. La BAD a d'ores et déjà alloué 46,7 MUSD pour soutenir le développement des chaînes de valeur agricoles, notamment celles du riz, du sésame, du sorgho et de la pêche.

## Tanzanie

### La Tanzanie affiche des performances économiques satisfaisantes, selon la Banque centrale du pays

Dans le Rapport de Politique Monétaire de janvier 2024, la Banque Centrale de Tanzanie (BoT) a manifesté sa satisfaction concernant les performances économiques du pays. Soutenue par l'agriculture, les services financiers et le secteur minier, la Tanzanie continentale devrait, selon la BoT, afficher une croissance de 5 % en 2023 et 5,5 % en 2024. L'archipel de Zanzibar afficherait, selon les estimations, une croissance de 7,1 % en 2023, grâce à l'amélioration de l'environnement des affaires et le rebond du tourisme. Selon la BoT, les pressions inflationnistes sont demeurées modérées sur le continent, l'inflation atteignant en moyenne 3,1 % au quatrième trimestre de 2023, par rapport à 3,3 % au trimestre précédent. À Zanzibar, l'inflation a également chuté à 6,1 %, contre 7 % au trimestre précédent, convergeant ainsi vers l'objectif de 5 %. La BoT a continué de mettre en œuvre une politique monétaire moins accommodante au dernier trimestre de 2023. Enfin, selon la BoT, le secteur financier est resté stable. Le secteur bancaire demeure liquide, rentable et suffisamment capitalisé malgré la rareté des devises. Grâce à l'amélioration de l'environnement des affaires, le nombre de prêts a augmenté ainsi que la qualité des actifs (baisse du ratio de prêts non performants à 4,3 % en décembre 2023).

# CONTACTS

## Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#) / [Rwanda](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN [jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr](mailto:jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr)

En collaboration avec l'ambassade de France à Kigali : Quentin DUSSART  
[quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr](mailto:quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr)

## Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Béatrice ALPERTE [beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr](mailto:beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr)

## Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Julien DEFRANCE [julien.defrance@dgtresor.gouv.fr](mailto:julien.defrance@dgtresor.gouv.fr)

## Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Gregory SIDRAC [gregory.sidrac@dgtresor.gouv.fr](mailto:gregory.sidrac@dgtresor.gouv.fr)

## Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Annie BIRO [annie.biro@dgtresor.gouv.fr](mailto:annie.biro@dgtresor.gouv.fr)

## Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Jérôme BACONIN [jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr](mailto:jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique de Nairobi

[jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr](mailto:jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr), [heloise.tournoux@dgtresor.gouv.fr](mailto:heloise.tournoux@dgtresor.gouv.fr)

Rédaction : SER de Nairobi et des SE de l'AEOI

Abonnez-vous : [olive.nasibwondikabisa@dgtresor.gouv.fr](mailto:olive.nasibwondikabisa@dgtresor.gouv.fr) ; [nairobi@dgtresor.gouv.fr](mailto:nairobi@dgtresor.gouv.fr)